

PRÉFET DE L'YONNE

*Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne*

AUXERRE, le **18 NOV. 2010**

*Unité Territoriale Nièvre/Yonne  
Subdivision Environnement  
ZI Plaine des Isles  
89 000 AUXERRE*

**1 0 0 6 9 8**

Affaire suivie par : Benjamin CUARTIELLES

mél: benjamin.cuartielles@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 03 86 46 67 00 – Fax : 03.86.48.34.34

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT**

-----

**SOTRIBAT**

à

**VENOY**

-----

**RAPPORT D'INSTRUCTION D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION  
D'EXPLOITER UN CENTRE DE TRI ET DE RECYCLAGE DES  
DECHETS DU BTP**

-----

La société SOTRIBAT est une société dont l'activité est basée sur la récupération de déchets du BTP. Le site de VENOY est actuellement autorisé au titre des rubriques 167 A (station de transit de déchets industriels), 322 A (station de transit d'ordures ménagères) et 2710-1 (déchetterie) de la nomenclature des installations classées. Il comprend des zones de stockage extérieures, un quai de transfert de déchets ménagers, un centre de tri de déchets du bâtiment dont un bâtiment couvert de stockage et de tri qui abrite également les locaux sociaux, les locaux administratifs et la chaufferie.

La société SOTRIBAT a déposé auprès de M. le Préfet de l'Yonne un dossier de demande d'autorisation en vue d'une régularisation administrative et d'une extension des activités le 13 mai 2008, jugé non recevable le 1er août 2008. Un nouveau dossier transmis le 12 janvier 2009 a été jugé recevable le 21 octobre 2009.

## **1. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

### ***Implantation***

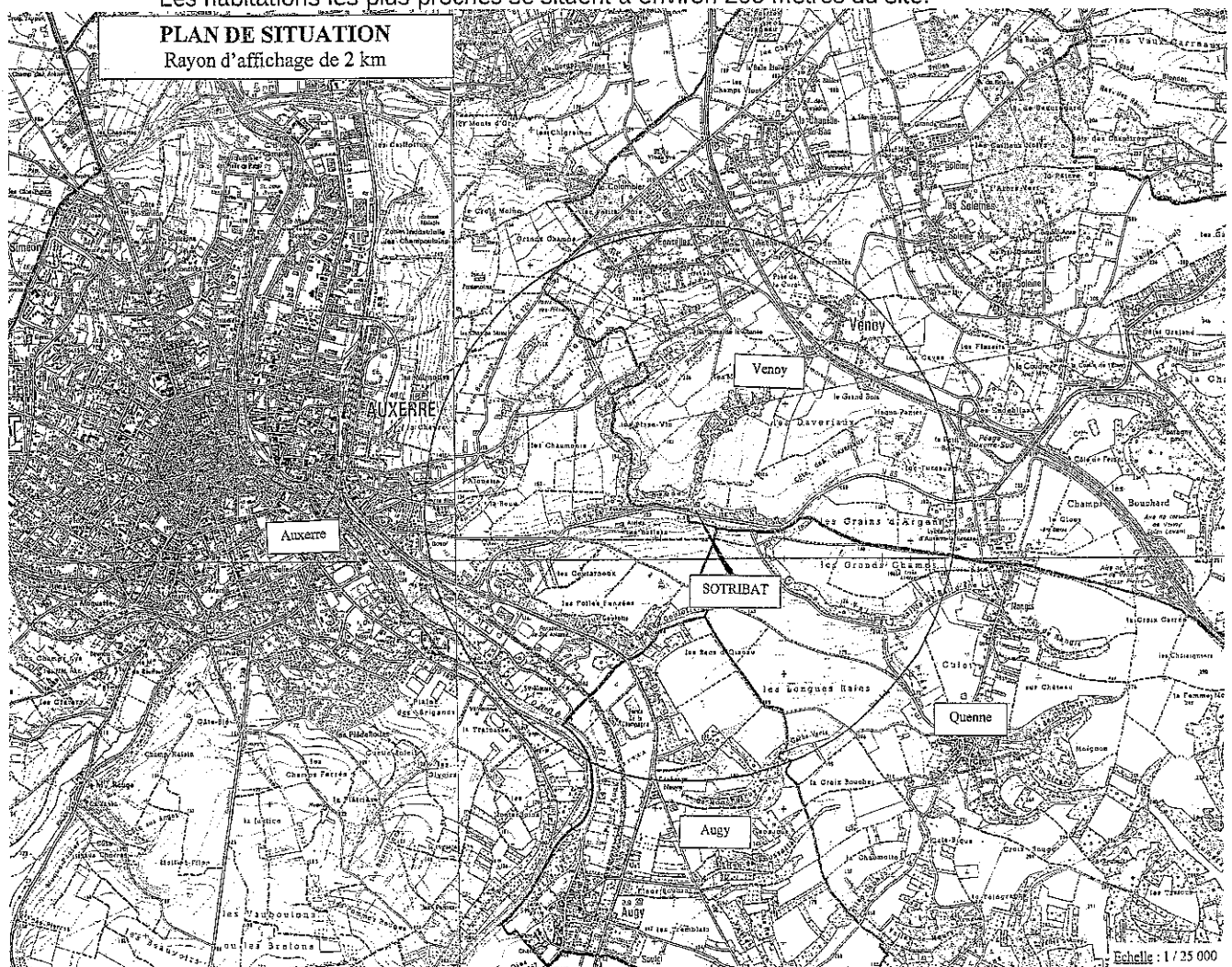
Le site sur lequel est implantée la société SOTRIBAT se situe sur le territoire de la commune de VENOY.

Celui-ci est localisé au sud-ouest de la commune de VENOY, à 3 kilomètres à l'est du centre urbain de la commune d'AUXERRE, le long de la route nationale 65.

L'environnement immédiat du site, est composé :

- au nord, une succession de coteaux à vocation agricole et bordés de forêts,
- à l'est, une carrière exploitée par la société Cloutier,
- au sud, la route nationale 65 puis des coteaux à vocation vinicole,
- à l'ouest, des coteaux puis la route nationale 65, l'Yonne et la ville d'AUXERRE.

Les habitations les plus proches se situent à environ 200 mètres du site.



*implantation du site avec le rayon d'affichage*



*vue aérienne du site*

### **Activités**

Les activités autorisées et exercées actuellement par l'exploitant sont :

- le stockage et tri de déchets du BTP et de déchets industriels banals (DIB),
- le regroupement et transit de déchets amiantés,
- le stockage et transit de déchets verts,
- le transit de déchets ménagers issus de la collecte sélective des déchets de la communauté de l'auxerrois.

La société exerce également une activité de transit, regroupement ou tri de métaux pour laquelle elle n'est actuellement pas autorisée.

Les activités que se propose d'exercer l'exploitant comprennent les activités d'ores et déjà exercées ainsi que les suivantes :

- le broyage du bois,
- le transit, regroupement et tri de papiers/cartons, plastiques et bois,
- le compostage de déchets verts,
- le broyage du bois,
- la récupération et démolition de véhicules hors d'usage.

Le projet consiste donc à élargir l'offre de traitement de déchets et la palette de filières de récupération de déchets valorisables dans le département afin de répondre aux besoins des particuliers, professionnels et collectivités locales.

### **Effectif et horaires**

Le site emploie 10 personnes de façon permanente. Les heures d'ouverture du site sont les suivantes :

du lundi au jeudi : 7h30-12h et 13h30-17h30,  
vendredi : 7h30-12h et 13h30-16h30

### Situation administrative

Les activités exercées actuellement sur le site sont soumises à autorisation au titre des rubriques 167 A (station de transit de déchets industriels), 322 A (station de transit d'ordures ménagères) et 2710-1 (déchetterie). Un dossier de demande d'autorisation a été déposé dans le cadre de la régularisation et de l'extension des activités. Le tableau ci-après synthétise le classement des activités vis-à-vis de la nomenclature des installations classées avec les quantités pour lesquelles la société SOTRIBAT demande l'autorisation d'exploiter.

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Classement	rayon d'affichage
2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m <sup>2</sup>	Surface = 300 m <sup>2</sup>	A	1 km
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou déchets d'alliages de métaux non dangereux. La surface étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> mais inférieure à 1000 m <sup>2</sup>	Surface d'environ 1100 m <sup>2</sup>	A	1 km
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou préparations dangereuses. La quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égal à 1 tonne.	Stockage, transit, regroupement et tri d'amiante.  La quantité maximale susceptible d'être présente est de 75 tonnes	A	2 km
2410-1	Atelier où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues. La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant supérieure à 200 kW	Chaîne de broyage de bois.  P = 280 kW	A	1 km
2710-1	Déchetteries aménagées pour le collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers dont la surface de l'installation hors espaces verts est supérieure à 3500 m <sup>2</sup>	Stockage et tri de déchets du B.T.P et autres déchets apportés par les usagers  Surface = 20 000 m <sup>2</sup>	A	1 km
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup> .	Transit, regroupement et tri de papiers/cartons, plastiques et bois  Volume = 2000 m <sup>3</sup>	A	1 km
2780-1b	Installations de traitement aérobique (compostage ou stabilisation biologique) de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation. Compostage de matière végétale brute, la quantité de matière traitée étant supérieure ou égale à 3 t/j et inférieure à 30t/j	Compostage de déchets verts  la capacité de traitement = 29 t/j	D	-
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup> .	Transit et regroupement des déchets ménagers issus de collecte sélective  Volume = 120 m <sup>3</sup>	DC	-

1530-3	Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues. La quantité stockée étant supérieure à 1000 m <sup>3</sup> mais, inférieure ou égale à 20 000 m <sup>3</sup>	Stockage de bois, copeaux, papiers et cartons  Volume = 2000 m <sup>3</sup>	D	-
2260-2-b	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pluvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, ... des substances végétales et de tout produits organiques naturels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement, de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure à 500 kW	Broyage des déchets verts  Puissance = 220 kW	D	-
2515-2	Concassage, criblage de produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée étant comprise entre 40 200 kW	Concassage, criblage de matériaux  Puissance = 180 kW	D	-

*Ce classement des activités vis-à-vis de la nomenclature officielle des ICPE est repris à l'article 1.2.1 du projet d'arrêté.*

## **2. ENQUETE PUBLIQUE, AVIS**

Ce chapitre est un résumé des avis reçus lors de l'enquête publique. Les observations et prescriptions associées à ces avis seront exposées en détail dans les chapitres de ce rapport consacrés à l'examen des nuisances et des risques.

### ***Enquête publique***

L'enquête publique s'est déroulée du 15 février au 18 mars 2010 inclus.

Au cours de l'enquête publique, des observations ont été émises par Madame Galois, Monsieur Guillemain, apiculteur voisin du site et l'association Yonne Nature Environnement.

Les observations concernent :

- l'accès au chemin traversant le site,
- les hauteurs de stockage,
- la présence d'habitations voisines,
- le manque d'informations des plans,
- le quai de transfert des déchets issus de la collecte sélective,
- le fonctionnement de la plate forme de transit de déchets verts,
- la faune et la flore aux alentours du site,
- la proximité du site avec les ruches,
- la compatibilité avec les documents d'urbanisme,
- le brûlage de déchets,
- les boues et poussières produites par les installations,
- le dimensionnement des bassins de rétention,
- la demande qu'une étude d'impact plus poussée soit réalisée au niveau de la qualité de l'air et des eaux du ru de Bourienne,
- une gêne accrue pour les riverains du fait de l'augmentation des activités,
- la toxicité des lixiviats pour les abeilles.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au dossier d'autorisation assorti de réserves et recommandations suivantes :

- mise en conformité avec les documents d'urbanisme,
- mise en conformité avec le SDAGE en vigueur,
- mise en place d'une clôture pour sécuriser l'accès aux bassins de rétention,
- maintien de la libre circulation sur les chemins ruraux qui traversent le site et de l'accès aux propriétés desservies,
- interdiction du passage des lixiviats de compostage vers le milieu naturel,
- réalisation d'une étude d'impact des poussières et lixiviats sur les abeilles,
- justification que l'étude bruit a bien été réalisée en période de fonctionnement des installations,
- vérification des variations du trafic induit par l'augmentation d'activité,

- signature d'une convention destinée à fixer les modalités d'usage des chemins ruraux qui traversent le site,
- rencontre avec les riverains pour traiter les problèmes que l'activité pourrait engendrer.

L'exploitant a fourni un mémoire en réponse au cours de l'enquête publique pour faire part de ses engagements par rapport aux différentes observations émises au cours de cette enquête publique.

### ***Avis des communes***

Le conseil municipal de VENOY émet un avis favorable assorti d'une recommandation concernant l'aspect visuel du site, notamment la visibilité à partir de la RN 65, l'entretien des abords et du chemin communal traversant le site.

Le conseil municipal d'AUGY émet un avis favorable assorti d'une recommandation concernant également l'amélioration de l'aspect visuel du site et suggère qu'il serait peut être nécessaire d'aménager l'accès au site sur la RN 65.

Le conseil municipal de QUENNE sollicite un aménagement de la RN 65 avec élargissement de la voie de dégagement existante.

Le conseil municipal d'AUXERRE émet un avis favorable sous les réserves suivantes :

- aucun rejet au milieu naturel d'eau ne soit effectué,
- définition exacte de l'aire de compostage,
- prise de dispositions pour limiter les envois de poussières et matières et améliorer la cohabitation avec le voisinage,
- mise en place d'écrans de végétation,
- réalisation d'une nouvelle étude d'impact plus précise sur la qualité de l'eau, en vue de des activités de récupération et démolition de véhicules hors d'usage.

### ***Avis des services de l'État***

La Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle n'a pas formulé d'observation particulière.

Le Service Interministériel des Affaires civiles et Économiques de Défense et de Protection Civile n'a pas formulé d'observation.

Le Conseil Général informe que la route concernée est une route nationale gérée par la direction interdépartementale des Routes.

L'institut National de l'Origine et de la Qualité n'émet pas d'objection à l'encontre de ce projet.

La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales émet un avis réservé à ce projet, dans l'attente d'avoir des informations supplémentaires sur les impacts au niveau sonore de l'extension des activités.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours émet un avis favorable et demande qu'une plate forme de 32 m<sup>2</sup> soit aménagée afin de permettre l'accès en tout temps et toutes circonstances de la réserve incendie.

La Direction Interdépartementale des Routes émet les observations suivantes :

- un aménagement devra être réalisé pour éviter tout entraînement de boues sur la RN65,
- l'augmentation du trafic engendré nécessite un aménagement de tourne à gauche afin de sécuriser l'accès des véhicules en provenance d'Auxerre.

La Direction Départementale des Territoires (DDT) émet un avis réservé.

Des compléments sont demandés sur la gestion des eaux pluviales :

- des précisions doivent être apportées sur la collecte et du traitement des eaux pluviales de la zone de tri des déchets (dimensionnement du bassin, exutoire final, calcul du volume du bassin, impact sur le milieu récepteur),
- des précisions sur le fonctionnement du bassin d'eaux pluviales de la zone de compostage, notamment en cas d'épisode pluvieux lorsque le bassin est rempli.

Des observations sont émises et des précisions sont également demandées concernant l'urbanisme, les accès et la sécurité routière :

- mise en place d'un traitement végétal pour favoriser l'intégration paysagère,
- aucun dépôt de boues et poussières ne doit se produire sur la RN 65,
- les rayons de giration doivent permettre aux poids lourds d'effectuer leurs manœuvres,
- le débouché doit être d'une largeur minimum de 6 mètres,
- les abords doivent être dégagés et entretenus afin de garantir la visibilité,
- mise en place d'une signalisation de type « permanent »,
- le régime de priorité de la RN 65 au débouché du chemin doit être signalé,
- implantation de glissières de sécurité sur le chemin d'accès,
- convention entre l'exploitant et la commune concernant l'entretien du chemin.

Des observations ont également été émises concernant l'assainissement (conformité du système, étude préalable justifiant des contraintes d'infiltration) ainsi que sur le phénomène de retrait-gonflement des argiles qui concerne le bas des terrains (aléa faible).

Le Service Développement Durable de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement fait apparaître comme « optimiste » le choix de la pluie décennale comme référence dans un milieu karstique alimentant rapidement la rivière Yonne.

### **3. EXAMEN DES NUISANCES**

#### **3.1 Air**

##### **Résumé du dossier présenté en enquête publique**

Les rejets atmosphériques se composent :

- des poussières émises lors du concassage et du transport des matériaux sur l'aire de stockage non imperméabilisée,
- des rejets gazeux dus à la circulation des véhicules et engins de manutention,
- des rejets gazeux provoqués par l'utilisation de moteurs thermiques lors du concassage et broyage des matériaux
- des rejets gazeux de la chaudière fonctionnant au bois ou au fuel.

La plate-forme de compostage pourra être à l'origine d'odeurs de fermentation des déchets verts, le maintien de l'humidité et le retournement régulier des andains doivent permettre la limitation de la formation des odeurs.

##### **Avis du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur soulève le point de l'impact des poussières au cours des opérations de concassage et de transport des matériaux et estime qu'il mériterait d'être étudié plus amplement.

##### **Réponse de l'exploitant**

Dans son mémoire en réponse l'exploitant indique que l'envol de poussières sera limité par :

- la mise en place d'un dispositif de lavage de roues,
- l'imperméabilisation du chemin communal utilisé par la société jusqu'à l'accès au quai de transfert de déchets,
- le nettoyage régulier des voiries imperméabilisées
- une brumisation pendant les opérations de broyage et concassage, si nécessaire.

Il indique également que l'association Atmos'air Bourgogne a été consultée en ce qui concerne la qualité de l'air et les mesures réalisées à proximité du site.

##### **Avis du service instructeur**

Les mesures proposées par l'exploitant, en partie réalisées à ce jour, devraient permettre de limiter notablement les envols de poussière par rapport aux conditions actuelles d'exploitation.

Les prescriptions concernant la limitation des envols de poussière sont reprises à l'article 3.1.4 du projet d'arrêté.

Le projet de compostage est actuellement situé dans une zone non compatible avec les documents d'urbanisme (POS). L'exploitant a fait la demande de modification afin de rendre cette activité compatible. L'activité de compostage ne pourra être effective qu'à partir du moment où le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venoy, en cours d'élaboration, est adopté et qu'il ne s'oppose pas à ce type d'activité.

### **3.2 Eau**

#### **Résumé du dossier présenté en enquête publique**

##### **Consommation :**

Le site est raccordé au réseau communal de la ville d'AUXERRE pour son alimentation en eau potable.

L'eau est uniquement utilisée pour les besoins sanitaires des personnes travaillant sur le site ainsi que pour le nettoyage des camions et engins, soit 218 m<sup>3</sup> pour l'année 2006.

Les prévisions de consommation suite à l'extension des activités et à l'augmentation de l'effectif sur site sont de 480 m<sup>3</sup>/an.

##### **Rejets :**

Les eaux domestiques usées, produites au niveau des locaux sont collectées et traitées par une fosse septique d'une capacité de 2000 litres. Après extension, une fosse septique de 4000 litres sera installée et reliée à un filtre à sable horizontal avant rejet au milieu naturel.

Les eaux pluviales de toiture et de voiries imperméabilisées de la zone de tri des déchets ainsi que les eaux de nettoyage des camions et engins (lavage par nettoyeur haute pression sans produit d'entretien) sont rejetées dans le milieu naturel après passage dans le bassin de récupération des eaux pluviales d'un volume de 450 m<sup>3</sup> puis dans un séparateur d'hydrocarbures, tous deux situés à l'entrée du site.

Les eaux pluviales de la zone de ferrailage passeront par un premier séparateur d'hydrocarbure spécifique à cette zone avant transit dans le bassin de rétention et le second séparateur d'hydrocarbures.

Le dimensionnement du bassin de rétention tient compte du volume d'eau généré par une pluie décennale.

Les eaux pluviales et lixiviats issus de la plate forme de déchets verts sont récupérés dans un bassin spécifique d'une capacité de 660 m<sup>3</sup>, calculé sur la base du maximum quotidien absolu de précipitation établi sur la période comprise entre 1951 et 2005.

##### **Environnement :**

Le site ne se trouve pas dans un périmètre de protection lié à un captage d'alimentation en eau potable.

Le captage d'alimentation en eau potable le plus proche se situe à environ 4,5 km au nord-ouest du site.

La rivière Yonne s'écoule à 2 km à l'ouest du site.

Le cours d'eau le plus proche est le ru de Bourienne, il passe à environ 100 m au sud du site.

#### **Avis du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur demande que le projet soit en conformité avec le SDAGE en vigueur.

#### **Avis des services de l'état**

La Direction Départementale des Territoires estime que la gestion des eaux doit être plus amplement détaillée et doit apporter de plus amples explications notamment sur :

- le dimensionnement du bassin de rétention,
- l'exutoire final des eaux pluviales,
- le fonctionnement du bassin de la plate forme de compostage.

Le Service Développement Durable de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement fait apparaître comme « optimiste » le choix de la pluie décennale comme référence.

#### **Réponse de l'exploitant**

L'exploitant prend note que le cours d'eau le plus proche est le ru de Quenne et non le ru de Bourienne.

Il indique que l'exutoire final est le ru de Quenne, situé à 100 m au sud du site.

Le dimensionnement du bassin de 450 m<sup>3</sup> a été calculé sur la base d'une pluie décennale. En prenant en compte une période de retour de 20 ans l'exploitant a calculé le volume de rétention nécessaire à 508 m<sup>3</sup>, soit 58 m<sup>3</sup> de plus que le volume du bassin existant. L'exploitant est prêt à



installer une citerne de 60 m<sup>3</sup> ou à agrandir le bassin existant afin de pouvoir assurer une rétention correspondant à une pluie sur une période de retour de 20 ans.

Contrairement à ce qui était évoqué dans le dossier, le bassin de récupération des eaux pluviales et lixiviats issus de la plate forme de compostage ne possède pas de trop plein et aucun rejet au milieu naturel ne sera effectué. Le bassin de rétention servira de réserve pour l'arrosage des andains. En cas d'évènement pluvieux concomitant à une période pendant laquelle le bassin serait rempli, le trop plein sera pompé et traité dans une station d'épuration.

L'exploitant indique qu'à la date du dépôt du dossier le nouveau SDAGE n'était pas connu, cependant il précise qu'il n'y a pas de rejet d'eaux industrielles au milieu naturel, seules les eaux pluviales de voiries et de toitures ainsi que les eaux sanitaires sont rejetées après traitement.

#### **Avis du service instructeur**

La consommation d'eau du site est uniquement due à la consommation pour les besoins sanitaires du personnel.

Le volume total de la rétention devra prendre en compte le volume correspondant à une pluie sur une période de retour de 20 ans, soit environ 510 m<sup>3</sup>.

Une convention de rejet des eaux doit être signée entre l'exploitant et la station d'épuration de son choix pour le cas où une partie des eaux du bassin de rétention de la zone de déchets verts devrait être évacuée.

La mise en place des deux séparateurs à hydrocarbures pour le traitement des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel est prescrite à l'article 4.3.3 du projet d'arrêté.

La qualité des rejets d'eaux pluviales sera mesurée annuellement : les valeurs suivantes doivent être respectées :

PARAMÈTRE	Concentration maximale (mg/l)
MES	35
DCO	50
HYDROCARBURES TOTAUX	5

Ces concentrations maximales sont proposées d'après :

- l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié,
- les recommandations techniques générales applicables aux opérations de rejets d'eaux pluviales présentées en CODERST le 10 février 2005 par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

La surveillance proposée pour ces rejets est annuelle.

Ces prescriptions sont reprises au titre 4 du projet d'arrêté.

### **3.3 Déchets**

#### **Résumé du dossier présenté en enquête publique**

Les déchets générés par le site sont de deux types : les déchets dangereux et les déchets non dangereux.

Les déchets non dangereux sont composés des déchets de bureaux, estimés à 20 m<sup>3</sup> par an.

Les déchets dangereux sont composés de :

- boues provenant de séparateurs d'hydrocarbures,
- huiles hydrauliques usagées des engins de manutention (220 litres)
- fluides issus des opérations de dépollution des véhicules hors d'usage à savoir : liquides de frein (4m<sup>3</sup>), combustibles liquides usagés (gasoil et essence, 60m<sup>3</sup>), huiles de direction (4m<sup>3</sup>), huiles moteur (4m<sup>3</sup>), liquides de refroidissement (6m<sup>3</sup>), liquides de lave-glace (6m<sup>3</sup>) ainsi que les filtres à huile.

Les déchets dangereux sont récupérés par des collecteurs agréés (COHU, ESA).

#### **Avis du service instructeur**

Les principes généraux de gestion des déchets sont définis au chapitre 5.1 du projet d'arrêté.

### **3.4 Bruit**

#### **Résumé du dossier présenté en enquête publique**

Le site se situe dans une zone où il existe un trafic automobile lié à la présence de la RN 65. Les premières zones à émergence réglementée se situent au niveau des premières habitations du village de VENOY à environ 1500 mètres au nord du site. Pour caractériser l'environnement il a été

retenu comme zone à émergence réglementée la carrière qui se trouve à l'est du site à environ 20 mètres.

Les sources de bruit engendrées par les installations sont :

- les engins de manutention,
- le concassage des matières,
- le déchargement des déchets,
- le trafic des véhicules liés aux activités du site.

Des mesures acoustiques ont été réalisées en quatre points. Pour les points 1 à 3 les mesures ont été réalisées en période de fonctionnement du site, pour le point 4 les mesures ont été effectuées en fonctionnement et à l'arrêt des installations.

Les valeurs limites que les installations devront respecter sont les suivantes:

	PÉRIODE DE JOUR ALLANT DE 7H À 22H, (sauf dimanches et jours fériés)
Point 1	58 dB
Point 2	50 dB
Point 3	54 dB
Point 4	56,5 dB

#### **Avis de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales**

La direction départementale des affaires sanitaires et sociales demande que des informations supplémentaires sur les impacts au niveau sonore de l'extension des activités soient fournies.

#### **Réponse de l'exploitant**

L'exploitant indique que les projets envisagés (broyage de bois notamment) sur le site auront des niveaux de bruit comparables aux activités actuelles. Il indique également que des mesures seront réalisées après implantation des nouvelles activités et que les corrections éventuellement nécessaires seront prises en compte.

#### **Avis du service instructeur**

Les niveaux sonores limites proposés dans le projet d'arrêté sont issus des niveaux sonores mesurés dans le cadre des campagnes des mesures réalisées au cours de l'élaboration du dossier par le pétitionnaire.

Le niveau de bruit à l'arrêt des installations étant supérieur à 45 dB, l'émergence admissible est de 5 dB en période de jour.

Il ressort après enquête publique que les premières habitations se trouvent non pas à 1500 mètres des installations mais à environ 200 mètres et qu'il n'est pas précisé si le concasseur était en fonctionnement au cours de la réalisation des mesures.

Une campagne de mesures plus complète devra être réalisée dans les 6 mois après le démarrage des installations et a minima tous les cinq ans ou à la demande de l'inspection des installations classées afin de vérifier la conformité des installations en fonctionnement. Cette campagne de mesure devra également définir précisément l'ensemble des zones à émergence réglementée présentes à proximité du site.

*Cette prescription est reprise à l'article 6.2. du projet d'arrêté.*

### **3.5 Pollution des sols**

#### **Résumé du dossier présenté en enquête publique**

Les produits susceptibles de créer une pollution des sols sont les liquides issus de la dépollution des VHU ainsi que les Déchets Toxiques en Quantités Dispersées (DTQD).

Le stockage des produits liquides sera réalisé sur rétention, un local spécifique a été créé pour le stockage des huiles.

Les DTQD seront également stockés sur des rétentions adaptées.

#### **Avis du service instructeur**

Les stockages de liquides polluants devront être placés sur des rétentions de capacités adaptées aux produits et dont l'étanchéité pourra faire l'objet de vérifications.

### **3.6 Trafic Routier**

#### **Résumé du dossier présenté en enquête publique**

Le trafic moyen engendré par l'activité du site est de 40 véhicules lourds et camionnettes et de 16 véhicules légers, soit un total de 56 véhicules par jours.

L'extension des activités augmentera le trafic de 6 véhicules lourds et de 4 véhicules légers par jour.

Le trafic dû aux activités de la société SOTRIBAT représentera 0,76% du trafic global sur la RN 65.

#### **Avis du commissaire-enquêteur**

Le commissaire enquêteur indique que l'extension des activités aura pour conséquence l'augmentation sensible du trafic poids lourds. Par différents calculs le commissaire enquêteur estime une amplification de 1,17% du trafic total et de 7,67% du trafic poids lourds sur la RN 65, du fait de l'activité de compostage. Il fait également remarquer qu'en ce qui concerne les autres activités, les tonnages traités seront multipliés par 11, on peut donc supposer que la variation du flux des poids lourds sera comparable.

Le commissaire enquêteur demande également le maintien en permanence de la libre circulation sur les chemins ruraux qui traversent le site et notamment le libre accès aux propriétés desservies et d'en assurer l'entretien.

#### **Avis des services de l'état**

Le Conseil Général consulté a indiqué que la route nationale 65 concernée est gérée par la Direction Interdépartementale des Routes.

La Direction Interdépartementale des Routes indique que l'augmentation du trafic engendré par les nouvelles activités nécessite l'aménagement d'un tourne à gauche afin de sécuriser l'accès et qu'un aménagement devra également être réalisé pour éviter tout entraînement des boues sur la RN 65.

La Direction Départementale des Territoires indique que :

- le débouché de l'accès à l'entreprise devra être recouvert d'un revêtement afin d'éviter la dégradation de sa structure, la propagation de poussières et de salissures sur les voies publiques.
- aucun dépôt de boues et poussières ne doit se produire sur la RN 65,
- les rayons de giration doivent permettre aux poids lourds d'effectuer leurs manœuvres,
- le débouché doit être d'une largeur minimum de 6 mètres,
- les abords doivent être dégagés et entretenus afin de garantir la visibilité,
- mise en place d'une signalisation de type « permanent »,
- le régime de priorité de la RN 65 au débouché du chemin doit être signalé,
- implantation de glissières de sécurité sur le chemin d'accès,
- convention entre l'exploitant et la commune concernant l'entretien du chemin.

#### **Réponse de l'exploitant**

Dans sa réponse, l'exploitant précise que les voiries, y compris le chemin d'accès à l'entreprise seront enrobés et que le dispositif de lavage des roues est en place depuis mai 2010. Le chemin utilisé par la société sera imperméabilisé jusqu'à l'accès au quai de transfert, les abords du chemin seront nettoyés deux fois par semaine.

L'exploitant indique également qu'un plan de travaux avec la direction Interdépartementale des Routes est en cours. L'exploitant fait également savoir qu'il prendra en compte l'ensemble des remarques sur la signalisation, le dégagement des abords, l'implantation de glissières de sécurité au cours des travaux.

#### **Avis du service instructeur**

Le pétitionnaire s'est rapproché de la Direction Départementale des Territoires afin de réaliser l'aménagement de l'accès au site par la RN 65. En date du 15 septembre 2010 le pétitionnaire a fait une demande de convention de mandat d'ouvrage public à la DIR centre-Est.

### **3.7 Intégration paysagère**

#### **Résumé du dossier présenté en enquête publique**

Le projet est une extension des activités de la société.

Une haie a été plantée le long de la clôture afin d'améliorer la vue depuis la route nationale.

Les déchets tels que pierres, déchets verts ou inertes sont stockés en avant par rapport aux déchets plus hétérogènes et moins esthétiques qui eux sont éloignés de la route.

#### **Avis du commissaire-enquêteur**

Le commissaire enquêteur demande la mise en place d'une clôture fixe de hauteur satisfaisante pour sécuriser l'accès aux bassins de rétention.

#### **Avis des services de l'état**

La Direction Départementale des Territoires insiste sur la mise en place d'un traitement végétal pour favoriser l'intégration paysagère du site.

#### **Réponse de l'exploitant**

Un écran végétal sera mis en place le long de la route nationale et des mesures seront envisagées avec les activités voisines du rucher, éventuellement un écran végétal si souhaité par l'apiculteur.

#### **Avis du service instructeur**

Les abords de l'installation doivent être aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement,...).

La hauteur des stocks de matériaux concassés ne devra pas dépasser 10 mètres.

La hauteur des stocks des autres matériaux ne devra pas dépasser 6 mètres.

Une étude paysagère doit être réalisée, sous un délai de trois à compter de la notification du présent arrêté et les aménagements complémentaires sous un délai de 1 an.

*Cette prescription est reprise au chapitre 2.3.2 du projet d'arrêté.*

### **3.8 Biodiversité**

#### **Résumé du dossier présenté en enquête publique**

Le site est implanté sur une ancienne carrière, dans une zone de coteaux.

Le projet se situe sur un site existant et ne donc pas d'intérêt particulier du point de vue de la faune ou de la flore.

La ZNIEFF la plus proche, dénommée « Coteau Est de Quenne » se situe à plus de 2,8 km du site. Il s'agit de pelouses calcaires.

#### **Avis du commissaire-enquêteur**

Le commissaire enquêteur demande la réalisation d'une étude de l'impact des poussières et des lixiviats sur les abeilles à proximité.

#### **Réponse de l'exploitant**

Dans son mémoire en réponse l'exploitant indique que l'envol de poussières sera limité par

- la mise en place d'un dispositif de lavage de roues,
- l'imperméabilisation du chemin communal utilisé par la société jusqu'à l'accès au quai de transfert de déchets,
- le nettoyage régulier des voiries imperméabilisées
- une brumisation pendant les opérations de broyage et concassage, si nécessaire.

Afin de limiter les envois de poussière en direction des ruchers voisins, l'exploitant est prêt à prendre des mesures de mitigation, notamment la mise en place d'un écran de végétation.

Il indique également que l'association Atmos'air Bourgogne a été consultée en ce qui concerne la qualité de l'air et les mesures réalisées à proximité du site.

Les lixiviats recueillis par le bassin de rétention de la plate forme de déchets verts sont des eaux ayant transités à travers les déchets verts. Ces eaux sont chargées en matières organiques et ne peuvent avoir d'incidence sur la vie des abeilles.

#### **Avis du service instructeur**

Les mesures proposées par l'exploitant, en partie réalisées à ce jour, devraient permettre de limiter notablement les envois de poussière par rapport aux conditions actuelles d'exploitation.

Les eaux pluviales issues de la plate forme de déchets verts recueillis dans le bassin de rétention ne contiennent pas à priori de produits susceptibles de nuire aux activités d'apiculture exercées par le voisinage.

Les prescriptions concernant la limitation des envois de poussière sont reprises à l'article 3.1.4 du projet d'arrêté.

### **3.9 santé**

#### **Résumé du dossier présenté en enquête publique**

Les produits et activités susceptibles d'avoir un impact sur la santé des populations sont les effluents atmosphériques : gaz de combustion de la chaudière, poussières dues au concassage et envoi de déchets, ainsi que les rejets aqueux : eaux domestiques et eaux pluviales.

#### **Avis du service instructeur**

En fonctionnement normal et compte tenu des dispositions proposées, les rejets ne sont pas de nature à avoir des répercussions sur la santé des populations avoisinantes.

### **4. EXAMEN DES RISQUES**

#### ***Risques naturels***

#### **Résumé du dossier présenté en enquête publique**

Le site n'est pas situé en zone inondable.

Le site est situé en zone 0 dite à risque sismique nul.

Une étude de risque de foudroiement, suivant l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993, a été réalisée en novembre 2006. Celle-ci préconise la mise en place d'un paratonnerre à dispositif d'amorçage et de parafoudres.

#### **Avis du service instructeur**

L'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées est applicable aux installations du site. Il impose la réalisation d'une Analyse de Risque Foudre (ARF).

Cette Analyse de risque Foudre doit être réalisée sous un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté.

*Cette prescription est reprise à l'article 7.2.4 du projet d'arrêté.*

#### ***Risques technologiques***

#### **Résumé du dossier présenté en enquête publique**

Compte tenu de l'inventaire des dangers, les principaux risques au niveau des installations sont :

- le risque incendie,
- le risque de pollution des eaux et des sols.

#### **Risque incendie :**

Le risque incendie se concentre essentiellement au niveau des stockages de :

- déchets verts,
- DIB (plastiques cartons, papiers, bois,...),
- déchets de collectes sélectives (papiers, cartons, plastiques,...),
- local de stockage des déchets dangereux.

Afin de limiter au maximum les phénomènes d'ignition les moyens de prévention et de protection suivants ont été mis en place:

- procédure d'acceptation des déchets,
- accès réglementé,
- procédure de permis de feu,
- formation des opérateurs,
- moyens de lutte contre l'incendie.

Au regard des mesures compensatoires de prévention et de protection mises en œuvres, le niveau de risque est considéré comme acceptable (événements qualifiés de très improbables), ce scénario incendie n'a donc pas fait l'objet de modélisation de flux thermiques.

En ce qui concerne la gravité, aucun scénario ne se situe dans une zone inacceptable.

### Défense incendie

La défense incendie est assurée par une cuve enterrée de 150 m<sup>3</sup>.

La cuve permettra d'assurer une défense incendie d'une durée de deux heures, à raison de la nécessité d'un débit de 60m<sup>3</sup>/heure.

L'établissement est également équipée d'extincteurs en quantité et qualité adaptés aux risques présents.

La rétention des eaux d'extinction incendie sera assurée par le bassin de rétention d'un volume de 450 m<sup>3</sup>.

Dans le cas d'un incendie dans la zone des déchets verts, les eaux d'extinction seront récupérées dans le bassin de 660 m<sup>3</sup> attenant.

### Risque de déversement :

Le risque de déversement de produits dangereux (huiles, fuel, déchets dangereux, fluides de dépollution des véhicules hors d'usage) se trouve limité par le fait que ces produits se trouveront sur rétention,

Le niveau de risque est considéré comme acceptable (événements qualifiés de très improbables)

### **Avis du service instructeur**

#### Risque incendie :

La visite d'inspection du 26 novembre 2009 a permis de mettre en évidence que la défense incendie est assurée par une cuve enterrée de 200 m<sup>3</sup> avec prise d'eau adaptée aux services d'incendie et de secours. Une plate forme de 32 m<sup>2</sup> devra être aménagée afin de permettre l'accès en tout temps et toutes circonstances à la réserve incendie.

#### Eaux d'extinction en cas d'incendie:

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie, doivent être confinées sur site par l'intermédiaire d'une vanne d'arrêt ou dispositif équivalent sur les bassins de rétention.

Le bassin de 450 m<sup>3</sup> sera maintenu vide en permanence dans les conditions normales de fonctionnement des installations.

Cette prescription est reprise à l'article 7.6.8 du projet d'arrêté.

### **5. AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Le projet de compostage est actuellement situé dans une zone non compatible avec les documents d'urbanisme (POS). L'exploitant a fait la demande de modification afin de rendre cette activité compatible. L'activité de compostage (soumise à déclaration) ne pourra être effective qu'à partir du moment où le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venoy, en cours d'élaboration, est adopté et qu'il ne s'oppose pas à ce type d'activité. Le projet d'arrêté préfectoral ne fait donc pas apparaître cette activité.

Au vu des éléments rappelés ci-dessus, les prescriptions ci-jointes proposées au présent rapport pour réglementer les activités de la société SOTRIBAT permettent d'assurer une protection suffisante des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Dans ces conditions, il peut être donné une suite favorable à la demande de la société SOTRIBAT d'exploiter ses installations.

Nous proposons au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) d'émettre un avis favorable à l'octroi de l'autorisation sollicitée sous réserve du strict respect des prescriptions annexées au présent rapport.

<b>Rédacteur :</b> Benjamin CUARTIELLES Inspecteur des Installations Classées	<b>Vérificateur :</b> Lydie VINCENT Inspecteur des Installations Classées	<b>Approbateur :</b> Laurent DENIS Le Responsable de l'Unité Territoriale Nièvre/Yonne
